

LA REPOSE MONDIALE DES MOUVEMENTS

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES REVOLTES DES PEUPLES

gustave massiah

contribution au Forum Européen des Alternatives

Paris, 31 mai 2015

□

□ □ □

Nous vivons une période de bouleversements et d'incertitudes. Une période de fortes contradictions qui structurent le champ des possibles et qui confirme que l'avenir n'est pas prédéterminé. Une partie des interrogations porte sur les formes du politique, sur les rapports entre les peuples, les mouvements et les partis. Je proposerai dans cette contribution trois réflexions ; elles s'appuient sur le processus des forums sociaux mondiaux qui se définit comme une tentative de convergence mondiale des mouvements sociaux et citoyens.

□ □

2008 et l'évidence de la crise

□ □

A partir de 2008, l'évidence d'une crise du capitalisme s'impose. Les forces dominantes ont engagé une contre-offensive extrêmement brutale qui a mis en difficulté les forces anti-systémiques. Mais, elles n'ont pas résolu leur problème, malgré des succès de court terme, elles ne sont pas sorties de la crise du système.

□ □

La situation globale est caractérisée par de grandes contradictions. La dimension financière, la plus visible, est une conséquence qui se traduit dans les crises ouvertes alimentaires, énergétiques, climatiques, monétaires, etc. La crise structurelle articule quatre grandes contradictions : économiques et sociales, celle des inégalités sociales et de la corruption ; écologiques avec la mise en danger de l'écosystème planétaire ; géopolitiques avec la fin de l'hégémonie des Etats-Unis, la crise du Japon et de l'Europe et la montée de nouvelles puissances ; idéologiques avec l'interpellation de la démocratie, les poussées xénophobes et racistes ; politiques avec l'interpellation des formes des pouvoirs.

□ □

La caractérisation de la situation a été explicitée au Forum Social Mondial de Belém, en 2009. Cette explicitation a été portée par une alliance de mouvements, les mouvements des femmes, les mouvements paysans, les mouvements écologistes et les mouvements des peuples indigènes amazoniens. Elle propose l'approche d'une triple crise emboîtée. Une crise qui marque l'épuisement du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste. Une crise du système capitaliste lui-même qui combine la contradiction spécifique du mode de production, celle entre capital et travail, et celle entre les modes productivistes et les contraintes de l'écosystème planétaire. Une crise de civilisation qui découle de l'interpellation des rapports entre l'espèce humaine et la nature qui ont défini la modernité occidentale, depuis 1492, et qui ont marqué certains des fondements de la science contemporaine.

□ □

Les Forums sociaux mondiaux ont aussi proposé une démarche stratégique qui combine la réponse à l'urgence et la transformation structurelle. L'urgence, c'est de s'opposer à la dégradation des conditions de vie des couches populaires, dégradation portée par les plans d'austérité, les programmes d'ajustement structurel au marché mondial des capitaux. La transformation structurelle, c'est la recherche d'une alternative au système dominant, au capitalisme.

□ □

Les mouvements préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique, démocratique et géopolitique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, la lutte contre le patriarcat, le contrôle de la finance, la sortie du système de la dette, le bien-vivre et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits.

□ □

Les mouvements sociaux sont confrontés à l'évolution de la mondialisation. La bourgeoisie financière reste encore au pouvoir et la logique dominante reste celle de la financiarisation. Mais la mondialisation est en train d'évoluer et ses contradictions augmentent. La stratégie de l'oligarchie dominante s'est affinée. La rationalité du marché mondial des capitaux reste la référence unique et imposée. Elle s'accompagne d'une stratégie militaire et policière autour d'une déstabilisation généralisée. Elle mène des offensives performantes avec la financiarisation de la Nature, le contrôle de la science et des technologies, l'offensive idéologique autour du marché et de la guerre des civilisations. La tentative de créer un cadre institutionnel mondial unifié a échoué. IL s'ensuit une différenciation des situations suivant les régions du monde, une sorte de dérive des continents. Chaque grande région évolue avec des dynamiques propres. Les mouvements sociaux cherchent à s'adapter à ces nouvelles situations et doivent redéfinir une nouvelle forme de convergence mondiale des mouvements.

□ □ □

La situation européenne.

□ □

Dans un Forum Européen des Alternatives, notre principale préoccupation doit être celle de l'unité du mouvement social européen autour de la définition d'un projet alternatif européen. La différenciation de la mondialisation entre les régions du monde concerne aussi l'Europe. La crise européenne s'inscrit dans la crise globale. La crise européenne est spécifique sur le plan économique et sur le plan géopolitique. En Europe même, les situations se différencient suivant les régions européennes entre l'Europe du Nord, l'Europe du Sud, l'Europe de l'Est et la Grande Bretagne. Les bourgeoisie européennes répondent différemment à la crise et s'affrontent. Les mouvements sociaux en Europe doivent tenir compte de la stratégie que mettent en œuvre leurs bourgeoisies pour définir leur propre stratégie. La convergence au niveau du mouvement social européen n'est pas spontanée et est, de ce fait, plus difficile.

□ □

En Europe du Nord, et d'abord en Allemagne, la stratégie est de maintenir la place économique dans la mondialisation en renforçant leur industrie. Elle le fait dans le cadre de la cogestion en proposant en échange une relative augmentation des salaires. Le mouvement syndical allemand s'inscrit dans cette cogestion.

□ □

En Europe du Sud, la stratégie de ré-industrialisation est plus difficile. La situation dans la concurrence internationale est détériorée. Le capitalisme, plus axé sur les services, est un capitalisme rentier avec des rapports complexes à l'Etat protecteur. Les politiques d'austérité pèsent plus violemment sur les couches sociales défavorisées particulièrement sur celles qui ne

sont pas en situation d'emploi protégé. Le fonctionnement de la zone euro se traduit par des taux de 50% de chômeurs chez les jeunes. Le mouvement social est plus fortement mobilisé contre les politiques d'austérité.

□ □

La France est dans une situation intermédiaire. La situation dégradée en France résulte de la dureté de l'affrontement avec le patronat qui sous-investit pour garder le contrôle et refuse toute concession avec les salariés. Les patrons français jouent les affrontements au sein des couches populaires, entre salariés protégés et précaires, entre centre-villes embourgeoisés, nouveaux habitants péri-urbains de la classe moyenne, et banlieues ghettoïsées.

□ □

En Europe de l'Est les bourgeoisies jouent une stratégie d'industrialisation « low-cost » pour attirer les multinationales. Ils pèsent pour l'orientation néolibérale de l'Europe et soutiennent le libre-échange avec ses trois dumpings : social, environnemental et fiscal.

□ □

En Grande-Bretagne, la stratégie est toujours atlantiste : il s'agit de coller aux Etats-Unis. La bourgeoisie anglaise joue l'attractivité monétaire et fiscale. Suite à la crise financière, leur problème est de gérer l'inévitable réduction de la taille financière de leur économie et notamment le poids de la City.

□

La différenciation des situations pèse sur la définition d'une position stratégique commune aux mouvements sociaux et citoyens en Europe. L'ambition est de définir un projet européen alternatif qui se dégagerait du projet européen dominant et de ses impasses et qui traduirait en

termes politiques et culturels l'unité du mouvement social européen.

□ □

Le mouvement social européen est confronté à trois défis principaux : le précaire, les compétents, la xénophobie. Il s'agit de trois défis mondiaux qui prennent des formes spécifiques dans chaque région du monde, notamment en Europe.

□ □

Le premier défi concerne l'indispensable et très difficile alliance pour les luttes communes entre travailleurs non-précaires et les précaires. Il y a trente ans, les mouvements sociaux se définissaient à partir des salariés stables. Les précaires pouvaient penser qu'ils pourraient à terme être intégrés dans un système social stable. Aujourd'hui, à l'inverse, la précarité est l'horizon des travailleurs stables. C'est un défi social, culturel et idéologique majeur.

□ □

Le second défi concerne l'alliance entre les classes populaires et les compétents. Il ne s'agit pas de la discussion très ancienne sur les classes moyennes. Il s'agit de casser l'alliance entre les actionnaires et les compétents qui est une condition constitutive de l'oligarchie dominante. Elle est renforcée par la scolarisation des sociétés et affaiblie par les diplômés-chômeurs. Elle traduit l'évolution des rapports sociaux du fait de la liaison entre savoir et pouvoir. Elle est au centre des contradictions dans l'évolution et le contrôle de la science et des technologies.

□ □

Le troisième défi concerne la montée des idéologies racistes et xénophobes. Elles prolifèrent à partir de la peur et des insécurités sociales, écologiques et civiques. Elles se traduisent dans la guerre aux migrants et dans les guerres civiles. En Europe, elles sont alimentées par la

dimension symbolique de la crise européenne et par le « désenchantement » qui prolonge le basculement géopolitique du monde. Comment penser son identité quand on sait qu'on ne sera plus au centre du monde ? Il devient urgent de faire admettre qu'on peut très bien concevoir un monde sans centre du monde.

□ □ 2011, la révolte des peuples

Depuis 2011, des mouvements massifs, quasi insurrectionnels, témoignent de l'exaspération des peuples. Les révoltes des peuples ont un soubassement commun dans la compréhension de la situation globale depuis 2008. Mais, ce n'est pas sur cette analyse d'ensemble que démarrent les mouvements. L'explosion part de questions inattendues et se prolonge. Elle semble ensuite refluer mais laisse des traces et surgit ailleurs. Que pouvons-nous apprendre de ces mouvements du point de vue du rapport au politique ?

Ces mouvements se rattachent à un nouveau cycle de luttes et de révolutions qui a commencé en 2011, il y a moins de quatre ans à Tunis, qui s'est étendu à l'Égypte et au Moyen Orient, a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud, en Espagne, au Portugal, en Grèce. Il a trouvé un nouveau souffle en traversant l'Atlantique à travers les "occupy" Wall Street, London, Montréal. Il a pris des formes plus larges dans de nombreux pays du monde, au Chili, au Canada, au Sénégal, en Croatie, autour de la faillite des systèmes d'éducation et de la généralisation de l'endettement de la jeunesse. Il rebondit à partir des mobilisations en Inde, en Turquie, au Brésil, au Mexique, à Hong Kong, ...

Ces mouvements montrent que la contre-offensive de l'oligarchie dominante ne s'est pas imposée, même si elle a marqué des points. Elle montre aussi que la seule réponse des peuples n'est pas dans la droitisation des positions. Certes, la montée des courants fascistes, d'extrême droite et populistes réactionnaires est sensible. Elle prend d'ailleurs des formes différentes avec le néo-conservatisme libertarien aux Etats-Unis, les diverses formes de national-socialisme en Europe, le jihadisme armé au Moyen-Orient. Dans plusieurs des nouveaux mouvements, la gauche classique est battue en brèche et des courants de droite paraissent quelquefois imposer leurs points de vue. Mais, il s'agit bien de mouvements de contestation de l'ordre dominant. On le retrouve dans les mots d'ordre explicités depuis Tunis et complétés par les autres mouvements. Il s'agit d'abord du refus de la misère sociale et des inégalités, du respect des libertés, de la dignité, du rejet des formes de domination, de la liaison entre urgence écologique et urgence sociale. D'un mouvement à l'autre, il y a eu des affinements sur la dénonciation de la corruption ; sur la revendication d'une « démocratie réelle » ; sur les contraintes écologiques, l'accaparement des terres et le contrôle des matières premières.

Ces mouvements portent une réponse mondiale qui se traduit dans chaque pays en fonction des spécificités nationales. Ils montrent que les sociétés ont changé et qu'une nouvelle génération s'impose dans l'espace public. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. La scolarisation des sociétés se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Elles réduisent l'isolement et l'enfermement des jeunes. Les chômeurs diplômés construisent une nouvelle alliance de classes entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes. Les nouveaux mouvements étudiants dans le monde marquent la faillite des systèmes éducatifs à l'échelle mondiale. D'une part, le néolibéralisme a rompu la promesse de lier l'éducation au plein emploi et le lien entre le bien vivre et la consommation.

Les révoltes affirment un refus et la compréhension de la rationalité dominante. Elles n'opposent pas à la complexité des situations des réponses simplistes. Les rapports de production n'ont pas changé de nature, mais nous vivons des mutations liées aux cultures qui portent les nouvelles technologies, particulièrement le numérique et les biotechnologies. Les modes de pensée sont bouleversés par la révolution écologique. La révolution majeure des

droits des femmes, au-delà des réactions violentes qui la rejettent, commence à peine un bouleversement incroyable des sociétés. C'est la réinvention de la démocratie qui est au cœur des mutations et des interrogations. La démocratie économique et sociale reste un préalable. Elle est à inventer. Il est clair que la démocratie ne se résume pas au marché, mais il apparaît aussi que l'Etat ne suffit pas à définir le contraire du marché et à garantir la démocratie. La démocratie culturelle et politique nécessite la réinvention du politique.

Dans tous les mouvements, une revendication s'affirme : le rejet de la corruption. Le pouvoir économique et le pouvoir politique, à travers leur complicité, ont été désignés comme les responsables de la crise. Ce qui a été démasqué c'est la dictature du pouvoir financier et la « démocratie de basse intensité » qui en résulte. La défiance par rapport aux partis et aux formes traditionnelles du politique avait été déjà marquée avec les indignés espagnols (« vous ne nous représentez pas »), les occupy (« vous êtes 1%, nous sommes 99% »). Cette défiance s'exprime par la condamnation systématique de la corruption systémique. La fusion entre le politique et le financier corrompt structurellement la classe politique dans son ensemble. Le rejet de la corruption va au-delà de la corruption financière ; il s'agit de la corruption politique. Elle est visible dans les politiques imposées et dans le mélange des intérêts. Comment faire confiance quand ce sont les mêmes, avec parfois un autre visage, qui appliquent les mêmes politiques, celles du capitalisme financier. La subordination du politique au financier annule le politique. Elle remet en cause l'autonomie de la classe politique et la confiance qui peut lui être accordée.

Les mouvements n'ont pas défini un nouveau système politique. Mais ils en expérimentent un des préalables ; ils cherchent à inventer une nouvelle culture politique. Leur approche enrichit la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation et de l'horizontalité. Elle tente de redéfinir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques. Elle recherche des manières de lier l'individuel et le collectif. Elle se réapproprie l'espace public. Elle interpelle les formes de représentation et, notamment, les limites de la délégation. Ce n'est pas un

changement du rapport au politique mais un processus de redéfinition du politique.

Ces mouvements sont spontanés, radicaux, hétérogènes. Certains affirment que ces mouvements ont échoué parce qu'ils n'auraient pas de perspective ou de stratégie et qu'ils ne se sont pas dotés d'organisation. Cette critique mérite d'être approfondie. Elle n'est pas suffisante quand on sait que le plus vieux de ces mouvement a quatre ans. Les mouvements ne rejettent pas toutes les formes d'organisation ; ils en expérimentent des nouvelles. Celles-ci ont démontré leur intérêt dans l'organisation des mobilisations, la réactivité aux situations et l'expression de nouveaux impératifs. La question des formes d'organisation par rapport au pouvoir est à l'ordre du jour. Ce qui se passe avec Syriza, Podemos ou le Parti des gens ordinaires à New Delhi, c'est le début d'une nouvelle étape ; des organisations politiques qui se réfèrent aux nouveaux mouvements et qui en sont, en partie, issues. Des organisations politiques qui se donnent comme objectif d'arracher le politique au financier et qui refusent l'idée qu'il n'y a pas d'alternatives. Ce ne sont pas encore complètement des nouvelles formes d'organisation politique, mais elles assument que les partis doivent prendre leur part dans la réinvention du politique.